L'Alberta et la Fédération Canadienne

Simon Tousignant

Collège Militaire Royal du Canada

Il est étudiant au Collège militaire royal du Canada en science politique. Ses intérêts principaux sont la politique internationale, le droit militaire, la politique interne du Canada et les relations interprovinciales. Il est présentement le Co-Éditeur en Chef francophone du journal internet fédéralism-e, ainsi que l'auteur de l'article sur l'Alberta au sein du présent volume. Après l'obtention de son diplôme, il ira poursuivre sa carrière militaire comme officier de marine à Victoria, en Colombie-Britannique.

Introduction

Le Canada s'est construit au cours du temps, tel un casse-tête. Une à une, les provinces et territoires, les Maritimes, les terres de la compagnie de la Baie d'Hudson, les provinces de l'Ouest et Terre-Neuve se sont ajoutés au noyau que formaient le Haut et le Bas Canada. Lors de leur création, celles-ci étaient pratiquement vides d'infrastructures, de population et étaient très pauvres. Le système fédéral canadien a été créé afin de refléter cette réalité. Par exemple, le système de représentation parlementaire donne plus de sièges au Québec et à l'Ontario qu'aux autres provinces, ce qui représente leur position dominante, tant au niveau économique que démographique. Cependant, les provinces de l'Ouest, l'Alberta, le Saskatchewan et le Manitoba, ont généralement des idées politiques diamétralement opposées à celle des provinces de l'Est. Tout au long de l'histoire canadienne, les provinces de l'Ouest ont de la difficulté à se faire entendre au parlement, étant donné leur faible poids politique. Depuis quelques années, une de ces provinces semble acquérir un poids économique et démographique de plus en plus important. Il s'agit de l'Alberta, qui grâce à ses grandes richesses en ressources naturelles voit son économie et sa population grandir à vue d'œil. Tout ce qui lui manque est un pouvoir politique proportionnel à son rôle dans l'économie canadienne puisque ce dernier n'a pas évolué aussi rapidement que le reste. Nous nous sommes demandé quel a été le rôle de l'Alberta dans la fédération canadienne depuis sa création, quel

est son avenir et si elle a bien été reconnue par Ottawa. Nous croyons que la province a apporté beaucoup à la fédération canadienne, notamment avec son économie forte et ses ressources naturelles. Avec ses idéologies de droite, elle permet de lancer un débat sérieux sur des enjeux moraux très importants, comme la gestion du système de santé. D'un autre côté, Ottawa semble laisser de côté les provinces de l'ouest, dont l'Alberta, pour des raisons démographiques ; l'Est du pays est encore plus peuplé et plus riche que l'Ouest pour le moment. Afin de mieux répondre à notre question, nous devons passer en revue son profil général pour ensuite réviser son histoire politique. Une fois ces deux choses faites, nous pourrions répondre à notre question et tenter de spéculer sur l'avenir de la province au sein du Canada.

Profil d'une province pauvre mais riche

Bien avant sa création en 1905, l'Alberta était habitée. Ces premiers habitants sont arrivés il y a environ 8000 ans. Ils font partie des Amérindiens présents avant la découverte du continent. Les tribus de l'Alberta étaient les Blackfoot, Blood et Peigan, dans le sud, qui se nourrissaient de bison et disposaient de chevaux élevés. Il y avait aussi les Woodland Cree et les tribus Chipewyan plus au nord qui vivaient de la chasse au caribou et à l'orignal et de la pêche. Au XIX^e siècle, les coureurs des bois et marchands de fourrures se sont mariés à des Amérindiennes, leurs enfants sont devenus des Métis.

Ces derniers ont créé leur mode de vie sur le modèle de leurs ancêtres Amérindiens.

Le premier européen à atteindre l'Alberta a été le coureur des bois Anthony Henday en 1754-1755 où il s'est joint à la tribu Blackfoot pour explorer et aller chasser le bison. Avec l'arrivée des Européens, la vie des Amérindiens est passée de vie nomade à une qui mettait la chasse au bison et la quête des fourrures au centre de leurs préoccupations. Les échanges de fourrure ont également permis d'acquérir des informations précieuses quant à la géographie de la région.

Les terres de l'Ouest canadien ont appartenu à la compagnie du Nord-Ouest jusqu'à sa fusion avec la compagnie de la Baie d'Hudson en 1821; elles furent alors transférées à cette dernière en même temps que la fusion. À partir de 1840, l'Alberta devient la cible des missionnaires, qui s'y établiront afin de répandre leur foi chez les Amérindiens. La plupart des missions de l'époque ont été la base de plusieurs villes ou villages actuels.

En 1870, la compagnie de la Baie d'Hudson a remis la totalité de ses terres en Amérique du Nord au Canada. Le gouvernement canadien ouvre l'Ouest à la colonisation en 1872 et crée la police montée en 1873. En 1874, il les envoie établir leur premier poste dans la région à Fort Macleod, avec, pour première mission, de contrôler le commerce du Whisky. En 1883, le chemin de fer transcontinental arrive et ouvre l'Ouest à la colonisation.¹

Contrairement à d'autres provinces, l'Alberta n'a pas choisi d'adhérer au Canada. La province a été créée sous l'autorité de la *Loi constitutionnelle de 1871* en vertu de la *Loi sur l'Alberta* le 20 juillet 1905.² Son arrivée officielle au sein du Canada comme province lui a donné la majorité des pouvoirs que les autres avaient, sauf, principalement, la gestion des ressources naturelles. La province pouvait maintenant gérer elle-même les immigrants et colonisateurs de différentes régions du monde venus s'y établir, attirés par la publicité du gouvernement canadien, qui offrait des terres gratuites à tout nouvel arrivant.

Dès 1890, la majorité des terres de l'Ouest des États-Unis étaient occupées. Ce qui explique l'importante présence de colons américains dans la région. Les autres colons albertains provenaient principalement de l'Ontario, de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Ukraine et de Roumanie.³

La population de l'Alberta croît très rapidement depuis sa création : en 1881 on ne recense que 1000 non Amérindiens ou non Métis, 17 500 en 1891, 73 022 en 1901 et 374 295 en 1911, pour en arriver à 2 974 807 en 2001.⁴ En plus des naissances, l'immigration interprovinciale est un grand facteur d'accroissement de la population albertaine. Après la crise économique de 1929, les immigrants étrangers cessent de s'y établir.

La population albertaine au départ était majoritairement rurale, mis à part lors de la période avant 1905 où elle était urbaine à 75%, car la campagne n'était pas encore développée et la ville plus

sûre. Dès 1911, 63% des gens vivaient en milieu rural, principalement à cause de l'allocation gratuite de lots de terres cultivables aux nouveaux venus. Depuis ce temps, la population a continué de s'urbaniser jusqu'en 1951 où 48% de la population est urbaine. De nos jours 81% des Albertains vivent en ville.⁵ Aussi, même si la population rurale, de même que le nombre total de fermes diminue, la portion des terres cultivées continue d'augmenter. De 1996 à 2001, le nombre de fermes est passé de 59 007 à 53 652 tandis que la taille moyenne des fermes est passée de 356 hectares à 393.⁶ Cette tendance semble être la même partout à travers le Canada, sauf que la taille des terres en cause est immense.

La population francophone dans la province a toujours été une minorité. Aussi, les politiques les concernant avaient pour mission de les assimiler, nous allons couvrir celles-ci plus loin. La population francophone actuelle se résume à 58 645 personnes, réparties à travers la province dans différentes villes ou villages. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les Américains ont été l'un des plus grands groupes de colonisateurs en Alberta. Évidemment, ces derniers se sont mêlés aux gens de provenance anglophone comme les Ontariens et les citoyens Britanniques. Ce faisant, ensemble, ils ont pu influencer grandement la culture générale de la province nouvellement formée. Cette culture se reflète encore aujourd'hui sous la forme d'un pro-américanisme unique à la province et des politiques plus conservatrices, contrairement au reste des provinces canadiennes.

L'Alberta possède une topographie unique au Canada : à l'Ouest, elle est bordée par les Rocheuses, qui forment une sorte de mur l'empêchant de voir la Colombie-Britannique. Au sud, il s'agit des Prairies, un territoire vide d'arbres, mais fertile. Les Prairies passent parfois au travers d'épisodes de sécheresses et d'inondations cycliques, mais en moyenne, la température est propice à l'agriculture. Au nord, la région est couverte de forêts et de lacs immenses et plus loin, ce sont la toundra et le pergélisol. À l'Est, les Prairies se prolongent en Saskatchewan. À cause des Rocheuses, qui arrêtent la majorité des nuages et l'humidité en provenance de l'océan Pacifique, le climat est très sec. Les hivers sont très froids, tandis que les étés assez chaud.

La région des Prairies est très fertile et dégagée de tout obstacle naturel, ce qui est propice à l'agriculture en tout genre. L'Alberta est un grand producteur de blé, d'orge et de malt. La province produit également une grande quantité de bovins et de porcs ainsi qu'une quantité moyenne de volaille et d'agneaux.⁷ Elle possède un immense bassin de ressources naturelles. Elle est la plus grande productrice de pétrole, de gaz naturel et autres produits dérivés au Canada. Elle possède également les sables bitumineux, qui sont encore inexploités. Elle produit beaucoup de charbon, soufre, fer, nickel et de produits forestiers, qu'elle exporte partout dans le monde. Afin de réduire sa dépendance face aux revenus provenant des produits pétroliers, l'Alberta commence à produire et exporter de la machinerie et

des produits de haute technologie. La province accueille également beaucoup de touristes. Ces derniers y viennent généralement afin de visiter la nature, admirer les paysages et visiter les glaciers comme celui présent à Banff. Une autre attraction, que la province offre, est les West Edmonton Mall, qui couvre plus de 48 pâtés de maisons à lui seul et est l'un des plus grands au monde.⁸ L'Alberta est également l'endroit au monde où il y a la plus grande présence de fossiles et d'os de dinosaures au monde.

En ce qui concerne la main d'œuvre, l'Alberta emploie 313 300 personnes de 15 à 24 ans et 1 481 500 de 25 ans et plus. Le secteur public emploie 304 000 personnes, le privé 1 150 500, tandis que le nombre d'employés autonomes atteint 340 400.⁹

Histoire politique de l'Alberta

Plusieurs événements ont influencé la politique albertaine au cours du XXe siècle. Voici un bref aperçu de ceux-ci, nous allons en explorer certains plus en profondeur plus loin. Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, la politique fédérale d'immigration et de colonisation de l'Ouest était agressive et attribuait gratuitement des terres. Cette politique est à la source même du boom démographique, que la province a connu dans ses débuts. Cependant, la crise économique des années 1930, qui fut accompagnée par une grave sécheresse, a stoppé net l'expansion de la population et a même forcé plusieurs à quitter la province afin de pouvoir subsister. La découverte d'importants gisements de

pétrole depuis 1947 a relancé l'économie, qui attire beaucoup de citoyens d'autres provinces. La tentative de nationalisation des ressources pétrolières par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau a provoqué un tollé dans la province. L'Alberta a été plutôt silencieuse lors du rapatriement de la constitution et lors de l'accord du lac Meech. Ce n'est que lors de l'accord de Charlottetown que la province a tenté d'inclure, avec succès, ses propositions concernant les réformes du Sénat et de la Chambre des Communes en plus du droit de négocier pleinement avec les autochtones de son territoire. Plus récemment, la découverte de bétail atteint de "la maladie de la vache folle" a touché durement les éleveurs de bétail. Ceux-ci ne peuvent plus écouler leurs animaux pour la consommation humaine, à cause de l'embargo maintenu par la plupart des partenaires de la province, afin de ne pas propager la maladie chez eux. Aussi, l'Alberta a toujours eu une politique d'assimilation des francophones. Pour ce faire, elle a utilisé sa juridiction dans le domaine de l'éducation, afin d'éviter, autant que possible, que ceux-ci aient une éducation en français. Le gouvernement fédéral a cependant voté certaines lois donnant accès à une éducation francophone là où la concentration de population était suffisante. En Alberta, puisque la population francophone était clairsemée, la loi a eu très peu d'effet. Lors de l'adoption de la Charte des droits et libertés par le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, l'Alberta a dû la respecter et fournir une éducation en français à tous ceux qui le demandaient.¹⁰

Les Premiers Ministres

L'Alberta a la tradition d'être très stable au niveau politique, en élisant, pour de longues périodes de temps, les mêmes partis au pouvoir. Dans ce qui suit, nous allons énoncer la liste des Premiers Ministres albertains au cours de l'histoire de la province, ainsi que leurs rapports avec le gouvernement fédéral.¹¹

Alexander Cameron Rutherford de 1905 à 1910

Il devient le premier à occuper le poste de Premier Ministre, trésorier et ministre de l'Éducation de la nouvelle province de l'Alberta. Son gouvernement préconise l'enseignement public, un réseau de téléphone public et le développement des chemins de fer. Nous pouvons noter que ce gouvernement a une certaine tendance interventionniste et socialiste, aujourd'hui disparue en Alberta.

Arthur Lewis Sifton de 1910-1917

Il est l'un des premiers à défendre avec ferveur le statut de province. Il préconise le transfert à la province des ressources naturelles, que J.E. Brownlee obtiendra finalement en 1930. En 1916, il accorde le droit de vote aux femmes, et deux d'entre elles sont nommées juges

Charles Stewart de 1917 à 1921

Son efficacité comme chef de gouvernement à la tête d'un parti divisé par des scandales entourant la question des chemins de fer, ainsi que par la crise de la

conscription au fédéral, est constamment remise en question.

De 1905 à 1921, les Libéraux ont été au pouvoir. Ils ont alors laissé la place aux Fermiers unis de l'Alberta.

Herbert Greenfield de 1921 à 1925

Le parti des Fermiers unis de l'Alberta a été créé peu avant les élections provinciales. Greenfield dirige les efforts du gouvernement inexpérimenté des FUA, pour résoudre les problèmes de sécheresse et de crédit que connaissent les cultivateurs de l'Alberta, et pour les aider à former un regroupement volontaire dans le secteur du blé et d'autres regroupements de mise en marché des produits de base.

John Edward Brownlee de 1925 à 1934

Sa réalisation la plus importante est la négociation du transfert à l'Alberta du contrôle de ses ressources naturelles, une entente qu'il rédige et signe le 14 décembre 1929.

Richard Gavin Reid en 1934 et 1935

Il présente des lois novatrices relativement au règlement des dettes, il est le dernier Premier Ministre représentant les FUA.

Suite à la crise économique de 1929, le Crédit social prend la tête de la province, avec des idées pour réduire l'impact des sécheresses et de la crise sur les fermiers et la population en générale.

William Aberhart de 1935 à 1943

Pasteur et fervent religieux, Aberhart s'intéresse, en 1932, aux doctrines de réforme monétaire du major C.H. Douglas, ingénieur britannique, qui croit que le capitalisme classique s'effondrera éventuellement, car le contrôle privé du crédit mènera à une insuffisance chronique du pouvoir d'achat de la masse. La solution, selon lui, demeure la surveillance étatique du crédit et la distribution de rabais aux consommateurs, pour établir un équilibre entre la consommation et la pleine production. Aberhart modifie et vulgarise cette doctrine en une proposition selon laquelle chaque citoyen reçoit une «dividende de base » de 25 \$ par mois, pour acheter les articles de base; cette somme, à l'époque, est énorme.

Une fois Premier Ministre, Aberhart se rend compte qu'il ne peut tenir ses promesses électorales. Son moratoire sur le recouvrement de dettes épargne certaines fermes et certains foyers, mais son concept du Crédit social ne s'est jamais concrétisé. En 1937, à la suite d'une importante crise au sein de son caucus, il se voit obligé d'accepter l'aide des émissaires du major Douglas venus d'Angleterre. La loi monétaire qu'ils présentent est rapidement désavouée par le gouvernement fédéral et précipite la création de la Commission Rowell-Sirois sur les relations entre le Dominion et les provinces.

Ernest Charles Manning de 1943 à 1968

Aux élections de 1944, il s'oppose à la demande du CCF de nationaliser les entreprises qui offrent des services publics et il l'emporte habilement. Le gouvernement de Manning est marqué par une politique financière conservatrice et des réformes sociales prudentes. Après la découverte de l'immense champ de pétrole de LEDUC, en 1947, le gouvernement entrevoit, grâce à ces nouveaux revenus, la possibilité de financer un « bon gouvernement ». Il adopte des politiques pétrolières qui attirent les capitaux et il exploite ces ressources au maximum. Les industries se développent rapidement, les revenus provinciaux montent en flèche et des fonds sont versés à l'éducation, la santé et le transport, si bien que l'Alberta entre dans l'ère moderne. L'administration de Manning n'est pas marquée par la corruption et, malgré d'énormes surplus budgétaires, la croissance du gouvernement est bien maîtrisée.

De faibles taxes, sauf durant quelques mois en 1936, où le gouvernement albertain ne prélève pas de taxe de vente provinciale, couplées à des services efficaces, sans compter la rectitude inébranlable de Manning, ont fait de lui un homme politique invincible. En désaccord avec l'orientation « gauchiste » du fédéral, plus particulièrement après l'élection des libéraux en 1963, sous Lester B. Pearson, il s'oppose à plusieurs politiques fédérales, notamment à l'assurance-maladie obligatoire à l'échelle nationale. Il présente son propre régime d'assurance-maladie non obligatoire, mais l'Alberta est finalement obligée d'adhérer au régime fédéral. La venue de Manning au

pouvoir signe la fin des politiques de gauches, comme la majorité des autres provinces canadiennes. Ce dernier reste 28 ans au pouvoir, assez de temps pour forger une culture politique et économique distincte en Alberta.

Harry Edwin Strom de 1968 à 1971

Il est le premier Albertain de naissance à occuper le poste de Premier Ministre de l'Alberta, mais son règne a été relativement calme. Il est le dernier Premier Ministre appartenant au Crédit social.

De 1971 à aujourd'hui, l'Alberta a été gouverné par le parti Conservateur.

Peter Lougheed de 1971 à 1985

Sa première grande mesure est d'augmenter les redevances que les sociétés pétrolières doivent verser à la province. Négociateur tenace, il est également habile dans ses relations avec les médias. Les principales initiatives de son gouvernement consistent en l'accroissement des revenus des ressources naturelles de la province, en la promotion du développement industriel et de la décentralisation urbaine, et en l'amélioration des soins de santé (nouveaux hôpitaux et aide accrue à la recherche médicale) et des services de loisirs (parcs urbains et l'immense parc de la région de Kananaskis)

Les politiques de développement industriel de Lougheed encouragent l'industrie en croissance de la pétrochimie, qui tire profit des immenses réserves en gaz naturel de la province. Sachant bien que les

réserves en pétrole classique s'épuiseront, Lougheed, au moyen de politiques fiscales favorables et d'investissements directs, favorise l'exploitation des immenses réserves de pétrole lourd et de sables bitumineux. En 1978, le projet de sables bitumineux de Syncrude Canada, le plus important complexe de combustibles synthétiques au monde, est réalisé avec la participation du gouvernement provincial. On crée également le Bureau de recherche et de technologie des sables bitumineux de l'Alberta, afin d'améliorer la technologie de la production de produits pétroliers non conventionnels.

Lougheed s'intéresse également à la diversification agricole (c'est-à-dire à l'essor de l'industrie de la transformation des aliments, à l'accroissement de l'irrigation et à une plus grande diversité des cultures) et il crée l'Alberta Heritage Foundation for Medical Research. Il reconnaît que son but ultime, diversifier l'économie de la province pour ainsi assurer sa prospérité au-delà du pétrole et du gaz, est freiné en raison de la faible population de l'Alberta, de son éloignement des marchés étrangers et du contrôle des tarifs douaniers par le fédéral.

Sa grande réalisation, bien déterminé à maximiser les revenus de la province et à assurer un avenir sain de son économie à long terme, est la création, en 1976, de l'Alberta Heritage Savings Trust Fund, qui met de côté une partie des revenus provenant du pétrole et du gaz et qui effectue des placements à long terme.

Dans les années 70, Lougheed travaille à donner un rôle plus important à l'Alberta dans les prises de décisions à l'échelle nationale, un rôle qui corresponde à son économie en croissance. Il ne tolère aucune incursion du fédéral dans les affaires de la province. À l'issue des négociations qui ont mené à la Loi constitutionnelle de 1982, il défend avec force la procédure de modification qui, sans donner un droit de veto, offre quand même aux provinces en désaccord une option de retrait devant tout amendement pouvant réduire leurs pouvoirs. Il se fait personnellement le champion de la clause assurant la primauté des assemblées législatives sur les tribunaux. Son plus grand affrontement avec Ottawa, relativement aux revenus pétroliers, donne finalement lieu en 1981, à une entente sur la tarification de l'énergie, puis à des accords ultérieurs, qui obligeront le fédéral à négocier les ententes sur les prix et les recettes du pétrole et du gaz plutôt que de procéder unilatéralement.

Lougheed domine la politique provinciale de la même façon que Manning une génération avant et il donne voix au chapitre aux Albertains, qui sont alors blessés dans leur orgueil et grandement déterminés à se faire entendre sur la scène nationale.

Donald Ross Getty de 1985 à 1992

Il fait face à des problèmes de gestion, alors que la valeur à la baisse des ressources entraîne une sévère diminution de revenus dans la province. Getty est un

fervent défenseur de l'accord de Libre-échange avec les États-Unis, mais son adoption n'a que peu d'effets sur l'économie chancelante de la province.

En raison des pertes massives de deniers publics dans des compagnies soutenues par l'État, comme Novatel, notamment, la popularité de Getty s'effrite encore davantage. Il cherche à se donner un regain de popularité en offrant son appui énergique à un Sénat élu et aux pierres de touche traditionnelles des protestations de l'Ouest, telle l'opposition au bilinguisme officiel.

Le gouvernement de Donald Ross Getty a même mis fin au soutien et à l'entretien du lieutenant gouverneur. À l'époque, c'est le gouvernement fédéral qui avait dû intervenir et louer une suite dans un hôtel après que la province eut fermé la résidence du lieutenant gouverneur et expulsé son occupant.¹²

Getty continue à réclamer une réforme du Sénat et il est récompensé dans sa lutte par l'inclusion, dans l'Accord de Charlottetown, d'un Sénat comportant un nombre égal de membres pour chaque province. C'est le couronnement de la carrière politique de Getty et il annonce qu'il se retire de la vie politique après la signature de l'Accord, le 9 septembre 1992, six semaines avant qu'un référendum ne rejette l'Accord en Alberta et dans presque tout le Canada.

Ralph Klein de 1992 à aujourd'hui

Aux prises avec une situation économique déplorable laissée en héritage par le gouvernement Getty, il est néanmoins en mesure de dissocier son gouvernement des politiques de son prédécesseur et réussit, grâce à sa

popularité, à mener son parti à la victoire aux dépens des libéraux, lors des élections provinciales du 15 juin 1993.

Le gouvernement de Klein adopte une loi qui contraint le gouvernement à équilibrer son budget avant 1996-1997. D'importantes séries de coupures dans les dépenses sont effectuées sans trop de résistance de la part d'une population décidée à ce qu'on mette de l'ordre dans ses finances publiques. Le succès de ses programmes de réduction des dépenses lui conserve l'appui de la population, et ces initiatives servent de modèle pour les autres gouvernements provinciaux aux prises avec d'importants déficits budgétaires.

Il ralentit alors l'effort de réduction de la dette et commence à réinvestir dans des programmes tels que la santé et l'éducation.

De 1997 à 2001, les redevances du pétrole et du gaz remplissent les coffres du gouvernement de l'Alberta. Le gouvernement de Klein démontre que ces surplus sont le résultat de son programme économique de diminution des impôts et de gouvernement minimal, souvent désigné comme l'« avantage de l'Alberta ». Le gouvernement poursuit la déréglementation et la privatisation tout en baissant encore les impôts. Les principaux exemples sont la déréglementation en matière d'électricité à la grandeur de la province, les initiatives pour intégrer des cliniques et des hôpitaux privés dans le système de soins de santé et l'adoption d'un régime d'impôt à taux uniforme pour tous les Albertains en 2001.

Une baisse temporaire des prix du gaz et du pétrole crée une situation de crise au niveau des recettes. Dans son budget du début de 2002, le gouvernement Klein intègre une série de taxes impopulaires, y compris une augmentation des cotisations aux assurances de soins de santé. Le gouvernement doit aussi faire face à une grève virulente des enseignants.

L'Alberta au sein du Canada et dans le monde

La province a été très peu impliquée lors du rapatriement de la constitution ; elle s'est contentée de suivre les autres provinces, afin de faire contre poids au fédéral. Elle a ensuite été convaincue de signer le rapatriement. Pour ce qui est de l'Accord du La Meech, elle n'a pas émis de condition spécifique et était prête à signer l'Accord. Cependant, en ce qui concerne l'Accord de Charlottetown, l'Alberta s'est fait entendre, car elle voulait inclure à l'Accord une réforme du sénat, rendre la gestion des Métis sur son territoire une juridiction totalement provinciale et faire ajouter des sièges aux provinces de l'Ouest dans l'assemblée nationale. Pour le moment, la population albertaine est inférieure à celle de l'Ontario et du Québec, ce qui encourage les dirigeants politiques à se concentrer sur ces dernières et à s'assurer que leur opinion soit respectée. Les provinces de l'Ouest en général n'ont que peu de poids politique en terme de population, ce qui expliquerait la lenteur du gouvernement fédéral à leur accorder des sièges supplémentaires aux communes. Cette tendance est en

train de se renverser avec la migration interprovinciale et la croissance économique albertaine. Pour ce qui est de la réforme du sénat, la province voulait que le Sénat élu et que toutes les provinces aient le même nombre de Sénateurs. Les ajouts ont été inclus dans le texte final de l'Accord de Charlottetown.

La voie de l'Alberta s'est également fait entendre au sujet du partage des compétences provinciales. La première fois, il s'agissait du rapatriement du droit de la province de gérer ses propres ressources naturelles, que le gouvernement fédéral s'était réservé lors de sa création en 1905. Ce droit lui a été accordé en 1930 comme nous l'avons mentionné plus haut. Par la suite, lors de l'instauration de "medicare" à l'échelle nationale. La province désirait recevoir l'argent du programme, mais voulait appliquer le sien. Plus récemment, l'Alberta a tenté d'ouvrir les soins de santé au secteur privé, mais s'est heurtée à beaucoup d'autres provinces qui croient que la santé devrait être financée à cent pour cent par l'État et que toute la population devrait avoir un accès égal aux services de santé, peu importe leur richesse. L'Alberta, qui prône le libre marché à tout prix désire introduire le privé, afin d'améliorer l'accès à certaines personnes, diminuer l'attente dans les hôpitaux publics et espère augmenter la qualité des services avec la compétitivité qui s'ensuivrait. Une autre pomme de discorde entre le gouvernement fédéral et la province concerne la réforme du Sénat. L'Alberta désire principalement avoir un Sénat élu qui représenterait les intérêts de la population et qui pourrait avoir un

certain pouvoir dans les décisions que les Sénateurs doivent rendre. La province aimerait également augmenter son nombre de Sénateurs, afin d'avoir un nombre de Sénateur par habitant similaire à l'Ontario et d'autres provinces.¹³ Elle s'est aussi montrée extrêmement hostile face à la loi sur le bilinguisme, qui oblige les employés de la fonction publique de pouvoir communiquer dans les deux langues. De l'autre côté, l'Alberta a grandement soutenu les efforts du gouvernement fédéral, afin de parvenir à l'accord de Libre-Échange avec les États-Unis.

En ce qui concerne les relations interprovinciales, l'Alberta a des ententes de coopération environnementales avec la Colombie-Britannique. Ces ententes concernent principalement la gestion des parcs naturels chevauchant les deux provinces. Les deux provinces ont également plusieurs accords concernant l'éducation et la gestion de l'eau. Leurs ministres se réunissent fréquemment et elles semblent avoir une relation privilégiée.¹⁴ Puisque l'Alberta et la Saskatchewan ont en commun l'agriculture, celles-ci coopèrent afin de faciliter les échanges dans ce domaine. Malgré les prises de positions radicales de l'Alberta au cours de son histoire, elle a participé à la majorité des conférences des premiers ministres provinciaux.¹⁵ Étant donné la prospérité actuelle de la province, celle-ci accueille la majorité des immigrants interprovinciaux au grand dam des autres provinces. Cette immigration contribue grandement à la croissance démographique actuelle de la province.¹⁶

Au niveau international, nous avons appris que l'Alberta est très présente dans la majorité des pays. Sa présence se voit surtout au niveau économique avec ses investissements et exportations. La province exporte beaucoup de machinerie agricole et d'exploitation pétrolière, en plus de ses ressources naturelles et agricoles. Elle exporte également des produits de haute technologie, comme des composantes d'ordinateurs et de télécommunication. Évidemment, la province a une relation privilégiée avec les États-Unis, où elle exporte son pétrole et ses produits agricoles. Les États-Unis achètent pour 89% des exportations provinciales en 2004, pour 58.9 milliards de dollars. L'Alberta a également quelques accords bilatéraux avec les États voisins.¹⁷ Vient ensuite la Chine, où elle exporte ses ressources naturelles et de l'antigel principalement. En 2004, la province a exporté pour 1.36 milliards de dollars. La Chine a également un accord bilatéral avec l'Alberta au sujet de la Science et technologie.

Les dossiers chauds et l'avenir

En ce qui concerne les dossiers chauds, le programme d'enregistrement des armes à feu a suscité la controverse en Alberta. Non seulement le programme a coûté cher et semble être difficile à appliquer en pratique, mais les Albertains sont peu convaincus de son efficacité à prévenir les morts par arme à feu. Ces derniers semblent traiter les armes de chasse comme un outil, une vision semblable aux Américains. Ce programme a soulevé la différence

culturelle des Albertains, comparés à la population des provinces de l'Est. Certains d'entre eux parlaient même de vouloir se séparer du Canada.¹⁸

Un autre sujet chaud est la péréquation. L'Alberta qui est la province la plus riche et qui a éliminé sa dette la première trouve injuste qu'elle doive payer une grande partie de ses revenus au gouvernement fédéral qui, par la suite, les redistribue aux provinces les plus pauvres. Dans cette redistribution, des sommes sont allouées à des programmes provinciaux spécifiques financés par Ottawa. Certains de ces programmes sont contestés par l'Alberta, comme "medicare" et le programme de contrôle des armes à feu par exemple. La province aimerait conserver une plus grande partie de son argent et le gérer à sa manière et en faire bénéficier sa population. Il y a également l'aide fédérale aux agriculteurs, à cause de diverses crises, comme les sécheresses, les inondations, la crise de la vache folle et bientôt la grippe aviaire. Cette aide semble tarder et les agriculteurs albertains sont à bout de patience et l'aide provinciale ne suffit pas.

Il y a également le dossier de la représentation de la province au sein du gouvernement canadien. Les Albertains ont le sentiment qu'ils sont sous-représentés et que leur voix ne se fait pas entendre assez fort au parlement. Cependant, la démographie aidant, la population croît beaucoup plus rapidement que celle des autres provinces, ce qui veut dire qu'Ottawa n'aura d'autre choix que d'accorder plus de sièges à l'Alberta. La même question se pose au sujet du sénat; la

province désirerait avoir un sénat élu et un nombre de Sénateurs égal à toutes les provinces, afin que chacune ait une voix égale en tout temps.

Le plus grand sujet d'actualité en Alberta est l'adhésion au protocole de Kyoto. L'Alberta s'est fait leader du mouvement de contestation des provinces. Il est évident que la mise en oeuvre du protocole aura de grandes implications pour la province, puisque son économie dépend grandement de l'industrie pétrolière, hautement polluante.¹⁹ Le ministère de l'environnement albertain a fait savoir que son gouvernement n'adhérerait pas au protocole et établirait ses propres règles de réduction des émissions de gazs à effet de serre, qui, selon lui, seraient toutes aussi efficaces, mais moins dommageables à l'économie de la province.²⁰

En ce qui concerne l'avenir de l'Alberta, tout semble indiquer que son économie va continuer à croître, ainsi que son expansion démographique. Cette expansion risque d'accroître les demandes de la province, en ce qui concerne son indépendance face au gouvernement fédéral. Avec le réchauffement planétaire cependant, les sécheresses risquent d'être de plus en plus fréquentes et difficiles. Si la province continue de diversifier son économie, pour se débarrasser de sa dépendance face aux produits pétroliers et agricoles, elle risque de demeurer prospère, malgré les épreuves climatiques et le gouvernement fédéral.

Conclusion

En 1905, lors de la création de l'Alberta, le territoire provincial était pratiquement inhabité. Cependant, grâce aux politiques de colonisation fédérale, la population albertaine a crû de manière exponentielle. Même si elle a été colonisée par une majorité d'Américains à l'époque, la province avait une culture politique similaire aux autres provinces, c'est à dire centrée sur le développement et les investissements provinciaux dans des secteurs de base. Le chemin de fer a également contribué à l'explosion démographique de la région.

Avec la découverte du pétrole en 1947, les revenus de la province se sont accrus grandement. Avec les années, la vision économique de l'Alberta s'est déplacée vers la droite, diminuant au minimum l'implication provinciale dans plusieurs secteurs et s'opposant aux politiques fédérales gauchistes comme "medicare". La province s'est toujours battue, afin de conserver le droit d'appliquer sa propre politique économique sur son territoire, mais dans les domaines fédéraux, elle a toujours été déboutée.

L'Alberta a toujours été constante au niveau de la politique provinciale ; les partis au pouvoir l'ont toujours été pour une grande période de temps et, une fois défaits, ils n'ont jamais été reportés à la tête du pays. Avec son économie et sa démographie puissantes, l'Alberta a toujours voulu se faire entendre à Ottawa, mais elle se sent sous représentée et lésée par les politiques prônées par les élus majoritaires du Québec et de l'Ontario. Avec la somme de ses frustrations, comme le programme de contrôle des

armes à feu, le protocole de Kyoto et “médicare” par exemple, il n’est pas étonnant que les Albertains désirent se séparer du Canada. Même si ce sentiment est encore faible, il est en forte croissance.

¹ Pour l’histoire de l’Alberta jusqu’à ce point
<http://www.gov.ab.ca/home/index.cfm?Page=27>, consulté le 4 décembre 2005

² <http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TC&Params=F1SEC791302>, consulté le 4 décembre 2005

³ <http://www.gov.ab.ca/home/index.cfm?Page=27>, consulté le 4 décembre 2005

⁴ Statistiques en annexe
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/demo62j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

⁵ Statistiques en annexe
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/demo62j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

⁶ Statistiques en annexe
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/agrc25j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

⁷ Statistiques en annexe
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/prim55j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/101/cst01/prim52j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/101/cst01/prim51j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/101/cst01/prim50j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

⁸ <http://www.westedmontonmall.com/about/default.asp>, consulté le 4 décembre 2005

⁹ Statistiques en annexe Octobre 2005
<http://www40.statcan.ca/101/cst01/labr66j.htm>, consulté le 4 décembre 2005

¹⁰ <http://www.canlii.org/ca/doc/chart/s-29.html>, consulté le 4 décembre 2005

¹¹ Toutes les références concernant les Premiers Ministres proviennent du site
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TC&Params=F1ARTF0011842>, consulté le 4 décembre 2005

¹² Patrick Nagle, Opinion-Canada, Vol 6 no 3, octobre 2004,
http://www.opinion-canada.ca/fr/articles/article_109.html, consulté le 4 décembre 2005

¹³ <http://www.solon.org/Constitutions/Canada/English/Proposals/Proposal.french.txt>, consulté le 4 décembre 2005

¹⁴ http://www.iir.gov.ab.ca/canadian_intergovernmental_relations/interprovincial_relations_ab_bc_premiers.asp, consulté le 4 décembre 2005

¹⁵ http://www.scics.gc.ca/pubs/premiers_report_f.pdf, consulté le 4 décembre 2005

¹⁶ Statistiques en Annexe
http://www.finance.gov.ab.ca/aboutalberta/population_reports/2005_2ndquarter.pdf, consulté le 4 décembre 2005

¹⁷ http://www.iir.gov.ab.ca/international_relations/documents/USA-2005.pdf, consulté le 4 décembre 2005

¹⁸ <http://www.rds.ca/chasse/chroniques/114878.html>, consulté le 4 décembre 2005

¹⁹ http://www.cbc.ca/stories/2002/09/18/alberta_kyoto020918, consulté le 4 décembre 2005

²⁰ <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2005/11/22/009-kyoto-alberta.shtml>, consulté le 4 décembre 2005

Bibliographie

Informations démographiques du Ministère des finances de l'Alberta, consulté le 4 décembre 2005
http://www.finance.gov.ab.ca/aboutalberta/demographic_information.html

Statistiques démographiques du second quart de l'année 2005, Ministère des finances de l'Alberta, 28 septembre 2005, consulté le 4 décembre 2005
http://www.finance.gov.ab.ca/aboutalberta/population_reports/2005_2ndquarter.pdf

Comparaison démographiques entre l'Ontario et l'Alberta, Ministère des finances de l'Ontario, 28 novembre 2003, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.fin.gov.on.ca/french/demographics/dtr0311.html>

Données générales sur l'Alberta, consulté le 4 décembre 2005
<http://fr.wikipedia.org/wiki/Alberta>

Données sur le Sénat, Encyclopédie canadienne, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0007286>

Document de l'Acte d'Amérique du Nord Britannique de 1867, Encyclopédie canadienne, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1SEC791302>

Histoire de l'Alberta, Site du Gouvernement de l'Alberta, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.gov.ab.ca/home/index.cfm?Page=27>

Consensus Report On The Constitution, Charlottetown, 28 août 1992, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.solon.org/Constitutions/Canada/English/Proposals/CharlottetownConsensus.html>

Ross Hurley, James, Le débat constitutionnel canadien: De l'échec de l'accord du lac Meech de 1987 au référendum de 1992, 9 février 2001, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.pco-bcp.gc.ca/aia/default.asp?Language=F&Page=consfile&Sub=TheConstitutionalDebate>

Nagle, Patrick, Après 11 ans, le couronnement, Opinion Canada, Vol 6 No31, 14 octobre 2004, consulté le 4 décembre 2005
http://www.opinion-canada.ca/fr/articles/article_109.html

Boismenu, Gérard, Les écueils du Lac Meech, L'année politique au Québec 1987-1988, consulté le 4 décembre 2005
http://www.pum.umontreal.ca/apqc/87_88/boismenu/boismenu.htm

Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés, juin 1996, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.canlii.org/ca/doc/chart/s-29.html>

Liste des Premier Ministres Albertains, Encyclopédie canadienne, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.thecanadianencyclopedia.com/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0011842>

Publication sur les ententes et la coopération interprovinciales entre l'Alberta et les autres provinces, Gouvernement du Canada, consulté le 4 décembre 2005
http://adaptation.nrcan.gc.ca/display_all_projects_f.asp?class=118

Liste des conférences des Premiers Ministres provinciaux, consulté le 4 décembre 2005
http://www.scics.gc.ca/pubs/premiers_report_f.pdf

Site des relations internationales albertaines, Ministère des relations intergouvernementales et internationales, consulté le 4 décembre 2005
http://www.iir.gov.ab.ca/international_relations/

Relations entre les États-Unis et l'Alberta, Ministère des relations intergouvernementales et internationales, consulté le 4 décembre 2005
http://www.iir.gov.ab.ca/international_relations/documents/USA-2005.pdf

Liste des rencontres de coopération entre l'Alberta et la Colombie-Britannique, Ministère des relations intergouvernementales et internationales, consulté le 4 décembre 2005
http://www.iir.gov.ab.ca/canadian_intergovernmental_relations/interprovincial_relations_ab_bc_premiers.asp

Liste des conférences des Premiers Ministres de l'Ouest, Ministère des relations intergouvernementales et internationales, consulté le 4 décembre 2005
http://www.iir.gov.ab.ca/canadian_intergovernmental_relations/interprovincial_relations_western_premiers_conference.asp

Pagé, Jean, Fiasco du Contrôle des armes, Réseau des sports, février 2001, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.rds.ca/chasse/chroniques/114878.html>

CBC News, Alberta launches campaign against Kyoto, CBC, 18 septembre 2002, consulté le 4 décembre 2005
http://www.cbc.ca/stories/2002/09/18/alberta_kyoto020918

Radio-Canada, L'Alberta freine les avancées canadiennes, Radio-Canada, 22 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2005/11/22/009-kyoto-alberta.shtml>

Site du West Edmonton Mall à Edmonton, consulté le 4 décembre 2005
<http://www.westedmontonmall.com/play/default.asp>

Statistique Canada, consulté le 4 décembre 2005

Population by sex and age group (Number, both sexes), by province and territory, 27 octobre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/demo31a.htm>

Net farm income, by province (Alberta), 25 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/agri02i.htm>

Pig inventories, by province (quarterly) (Alberta) , 23 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/prim51j.htm>

Population by mother tongue, by provinces and territories (2001 Census), 27 janvier 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/demo11c.htm>

Population urban and rural, by province and territory (Alberta), 1er octobre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/demo62j.htm>

Production of poultry, by province (Alberta), 24 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/prim55j.htm>

Sheep inventories, by province (Alberta), 24 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/prim52j.htm>

Total area of farms, land tenure and land in crops, by province (1981-2001 Censuses of Agriculture) (Alberta), 30 mai 2004, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/agrc25j.htm>

Cattle inventories, by province (Alberta), 23 novembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/prim50j.htm>

Employment by age, sex, type of work, class of worker and province (monthly) (Alberta), 1er décembre 2005, consulté le 4 décembre 2005

<http://www40.statcan.ca/lo1/cst01/labr66j.htm>